

Tarascon. Tractage sur le marché pour les employés de la Caisse primaire d'assurance maladie qui manifesteront jeudi.

La population et les élus contre la fermeture de la Sécu

■ « En 2009, ils voulaient fermer, on a pu l'éviter. On était déjà mobilisé mais pas à ce stade-là. Cette fois, on sent les assurés très virulents ». Hier ils étaient une dizaine à tracter sur le marché, des employés de la Caisse primaire d'assurance maladie de Tarascon (CPAM) qui ont emporté le soutien massif de la population dans la cité du Roy René, peu encline à voir de nouveau un service public fermer ses portes après la Caf, la caisse de retraite et la gendarmerie.

Le mouvement de protestation est parti il y a trois semaines, le maire Lucien Limousin s'est déclaré dans la foulée farouchement opposé à la fermeture du centre de Tarascon ouvert en 1965 (notre édition du 17 décembre) couvrant toute la zone Nord du pays d'Arles de Tarascon à St-Rémy-de-Provence, passant par Châteaurenard jusqu'aux portes de la cité des

Papes (Barbentane).

« Certains viennent pour se réchauffer »

Aucune suppression de poste n'étant prévue dans l'immédiat selon le dogme sarkozyste du non-renouvellement des départs à la retraite, les travailleurs défendent avant tout l'idée du service public de proximité.

En cas de fermeture, les assurés (et les employés) devraient se déplacer jusqu'à la ville centre. « Ils ne veulent pas aller jusqu'à Arles » témoigne Annick Causse, « cela leur fait des frais en plus et certains n'ont même pas de voiture » explique la déléguée du personnel CPAM, qui souligne l'âge avancé des assurés, leur précarité... « Certains viennent chez nous juste pour se réchauffer » lance l'employée du haut de ses 40 ans de boîte. Quant aux économies

espérées par la direction, elles se feraient au détriment d'un service personnalisé, qui constitue la base du service rendu à la population. « Internet ne règle pas tous les problèmes, ici on traite la CMU, les accidents de travail, les indemnités journalières, des dossiers qui sont de plus en plus compliqués » avance A. Causse.

Les enjeux sont plus grands, comme en témoigne l'intérêt des politiques pour cette affaire : hier l'attaché parlementaire de Michel Vauzelle a pris les doléances des employés, vendredi ce sera au tour du député-maire de Châteaurenard UMP Bernard Reynès de recevoir une délégation.

Et c'est peu dire que ce jeudi à 11h, la prise de parole du maire de Tarascon Lucien Limousin lors du rassemblement prévu sur la place de la gare est très attendue.

S.B.